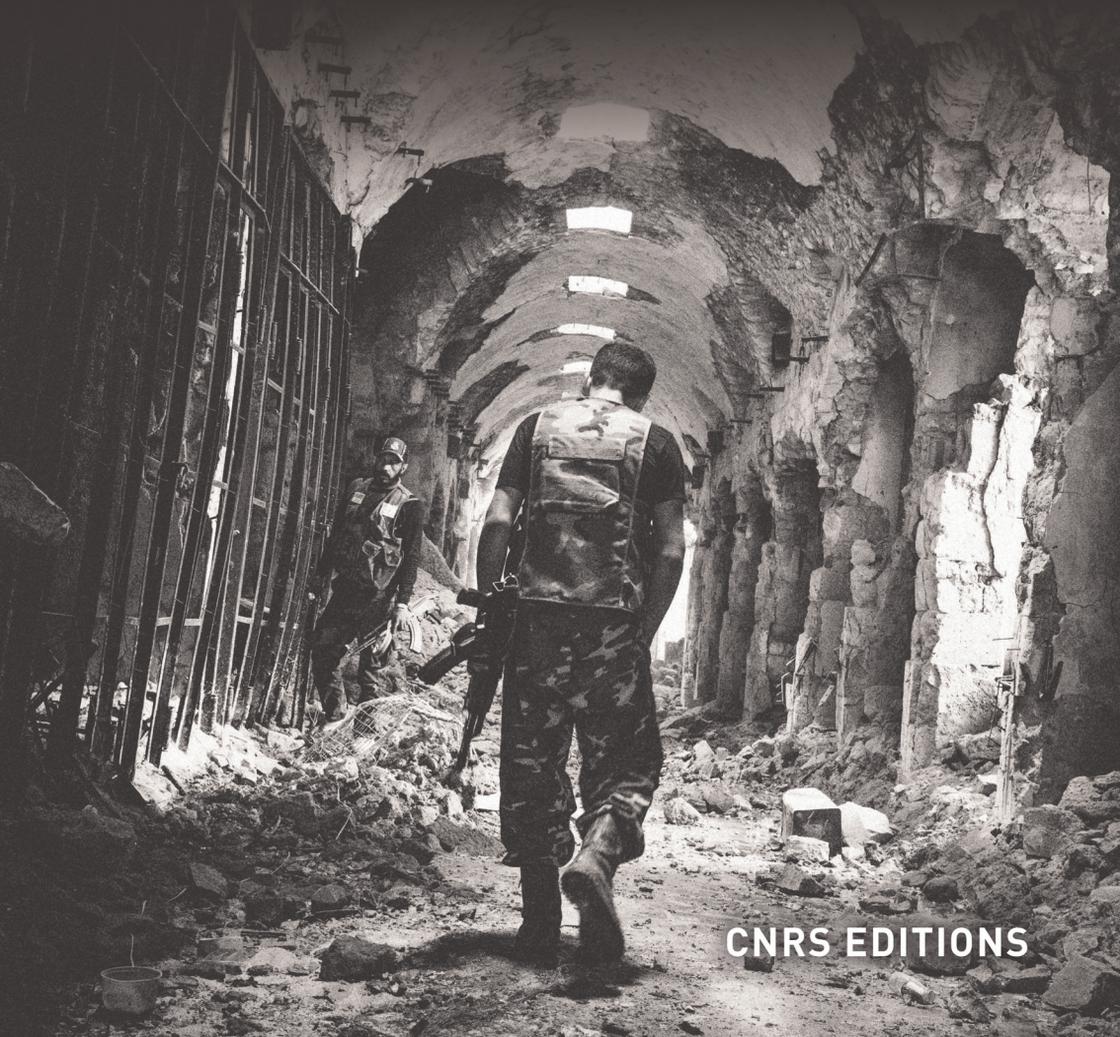


ADAM BACZKO, GILLES DORRONSORO
& ARTHUR QUESNAY

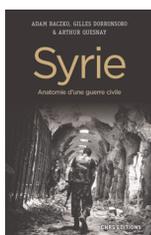
Syrie

Anatomie d'une guerre civile



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Voici la première étude sur la guerre civile syrienne faite à partir d'entretiens réalisés en Syrie même et dans les pays voisins.

2011 : des centaines de milliers de Syriens de toutes confessions et origines ethniques manifestent pacifiquement pour réclamer la démocratisation du régime. Au bout de quelques mois, la violence de la répression les contraint à prendre les armes et à organiser une contre-société avec des institutions embryonnaires et à regrouper des unités militaires improvisées au sein de l'Armée syrienne libre.

Après 2013, cette logique inclusive et unanimiste cède progressivement devant la montée des groupes transnationaux comme le PKK et l'État islamique. L'insurrection se fragmente alors avec une polarisation croissante alimentée de l'extérieur. Les groupes les plus modérés sont marginalisés au profit de l'islam politique qui prend des formes de plus en plus radicales et de revendications ethno-nationales kurdes.

Quels sont les effets de la guerre sur la société syrienne ? Quelles nouvelles hiérarchies communautaires et sociales résultent de la violence généralisée ? Comment les trajectoires sociales des Syriens pris dans la guerre sont-elles affectées ? Comment se structure l'économie de guerre alors que le pays est divisé entre le régime, l'insurrection, le PKK et l'État islamique ?

Un livre unique qui combine une recherche de terrain – rare sur le conflit syrien – et une réflexion théorique novatrice sur les situations de guerre civile.

Adam Baczek est doctorant à l'EHESS. Ses recherches portent sur l'exercice de la justice par les mouvements armés, notamment en Syrie et en Afghanistan (adambaczko.com).

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'Université Paris 1 et membre sénior de l'Institut universitaire de France (gillesdorronsoro.com).

Arthur Quesnay est doctorant en science politique à l'Université Paris 1. Ses recherches portent sur les conflits communautaires dans le nord de l'Irak depuis 2003, notamment dans la ville de Kirkouk.

SYRIE

Anatomie d'une guerre civile

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay

SYRIE
Anatomie d'une guerre civile

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

« *There is only the trying. The rest is not our business.* »

T.S. Eliot

Remerciements

Nous n'aurions pu réaliser cet ouvrage sans le soutien de nos institutions respectives, le CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique) à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et le CESPRA (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron) à l'École des hautes études en sciences sociales. Pour réaliser nos recherches, nous avons bénéficié du soutien financier du Laboratoire d'excellence TEPSIS. La recherche conduite sur l'État islamique a été soutenue par The Program on Governance and Local Development (hébergé par les universités de Yale et Gothenburg), la Fondation Richard Lounsbery et Noria.

De nombreux chercheurs et analystes nous ont encouragés, soutenus et critiqués. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à Amin Allal, François Burgat, Myriam Catusse, Gérard Chaliand, Aurélie Daher, Nathalie Fustier, Olivier Grojean, Boris James, Félix Legrand, Steven Lukes, Ellen Lust, Kate Miller, Elisabeth Picard, Candice Raymond, Matthieu Rey, Nir Rosen, Myriam Rubiano pour leurs commentaires constructifs. Nous avons également bénéficié des questions des auditoires de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes) à Istanbul, de l'IFPO (Institut Français du Proche Orient) à Erbil, Beyrouth et Amman, de l'IREMAM à l'Université d'Aix-Marseille, de Columbia University, de Yale Law School et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les remarques de Thomas Pierret, d'Hélène Michalak et de Patrick Haenni nous ont permis d'améliorer grandement certains chapitres. Nous remercions tout particulièrement Félix Legrand, Robin Beaumont et Aurélie Daher qui ont relu une première version du manuscrit. Maaï Youssef a participé aux entretiens en Irak et à la rédaction du chapitre 10 sur l'État islamique. Enfin, nous remercions Xavier Houdoy pour la réalisation des cartes.

En Syrie, dans un contexte parfois extrêmement difficile, de nombreuses personnes ont pris le temps de nous raconter leur histoire, de nous accompagner à travers leur quartier, de nous inviter chez eux et souvent de nous héberger. Certains sont aujourd'hui morts, d'autres ont changé de vie et parfois de positions politiques. L'ancien maire d'Alep, Ahmed Azuz, a été d'une aide inestimable lors de nos recherches à l'été 2013. Un électricien qui nous a hébergés à Alep, un journaliste militant kurde à Kobane, des étudiants devenus combattants sur le front du quartier de Salaheddin (Alep), des jeunes d'Al-Bab, un médecin kurde à Afrin, une damascène vivant entre la Turquie et l'Égypte, autant de personnes qui mériteraient d'être nommément citées dans un ouvrage racontant leur(s) histoire(s) et que nous devons laisser dans l'anonymat. Enfin, la situation en Syrie nous a amené à conduire une partie des entretiens en Turquie, en Égypte, au Liban, en Jordanie, en France et en Irak. Notre gratitude va en particulier aux Irakiens récemment sortis des régions tenues par l'État islamique qui nous ont fait le récit de leur expérience souvent avec humour et dignité, quand leur destin probable pour les prochaines années est l'exil ou le camp de réfugiés.

Note sur la transcription simplifiée de l'arabe

Notes sur la transcription

Dans le cadre de ce travail, nous avons opté pour un système de translittération hybride, afin que le lecteur non arabophone puisse se familiariser avec les concepts retranscrits sans trop de difficulté, mais également de façon à ce que le lecteur arabophone averti puisse aisément retrouver le terme correspondant en arabe.

Les consonnes arabes seront translittérées conformément au tableau de correspondance suivant :

ا	a	ض	d
ب	b	ط	t
ت	t	ظ	dh
ث	th	ع	'
ج	j	غ	gh
ح	h	ف	f
خ	kh	ق	q
د	d	ك	k
ذ	dh	ل	l
ر	r	م	m
ز	z	ن	n
س	s	ه	h
ش	ch	و	w, u
ي	s	ي	y, i

Comme l'indique ce tableau, nous avons choisi de ne pas indiquer les consonnes emphatiques. Il en est de même pour la différence entre voyelles longues et voyelles courtes. Ainsi, ا, و et ي et les voyelles courtes correspondantes ont été translittérées indifféremment par a, u et i (au lieu de â/a, û/u et î/i).

La *hamza*, quelle que soit son orthographe (أ, إ, ؤ, ئ, ة, ء), sera retranscrite par l'apostrophe « ' », à ne pas confondre avec l'apostrophe inversée, « ´ », qui correspondra, comme le tableau l'indique, à la lettre ع. La *hamza* ne sera indiquée qu'à l'intérieur ou à la fin d'un mot, pas au début de celui-ci. Ainsi nous écrivons *bay'a* et *liwa'* mais *intiqad* et non *'intiqad*.

La *chadda* sera reproduite par un dédoublement de la ou des consonnes, comme dans *hurriyya*.

Noms et titres arabes

Les noms arabes de personnes, de lieux et d'institutions, ainsi que les titres ou mots techniques propres à la langue arabe, seront repris sous une forme banalisée (et non selon le code de translittération exposé ci-dessus) lorsqu'il est habituel de les rencontrer dans les presses écrites francophones. Nous écrivons « Bachar » et non « Bachchar » et « Deir ez-Zor » et non « Dayr al-Zur ».

Gestion des pluriels

Afin de ne pas gêner le lecteur non arabophone, nous recourons, pour les mots repris de l'arabe, à un pluriel francisé, y compris pour les pluriels irréguliers. Le pluriel sera formé du singulier auquel sera ajoutée la lettre « s ». Ainsi, le pluriel de « cheikh » sera rendu par « cheikhs » et non par « chuyukh ».

Liste des acronymes

ACU	Assistance Coordination Unit, Wahdat Tansiq al-Da'am
AKP	Adaletve Kalkınma Partisi, Parti de la justice et du développement
AQAP	Al-Qaïda dans la péninsule arabique, Tandhim Qa'idat fi-Jazirat al-'Arab
AQM	Al-Qaïda en Mésopotamie, Tandhim Qa'idat al-Jihad fi-Bilad al-Rafidayn
ASL	Armée syrienne libre, al-Jaych al-Suri al-Hurr
CNCD	Coordination nationale pour le changement démocratique, Hay'at al-Tansiq al-Wataniyya li-Qiwa al-Taghyir al-Dimuqrati fi Suriyya
CNKS	Conseil national du Kurdistan syrien, Encumena Nistimaniya Kurdi li Suriye
CNS	Conseil national syrien, al-Majlis al-Watani al-Suri
Daech	Acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant
EII	État islamique en Irak, Dawla al-Islamiyya fil-'Iraq
EIIL	État islamique en Irak et au Levant, al-Dawla al-Islamiyya fil-Iraq wal-Cham
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Forces armées révolutionnaires de Colombie
FIS	Front islamique syrien, al-Jabha al-Islamiyya al-Suriyya
FILS	Front islamique pour la libération de la Syrie, Jabhat Tahrir Suriyya al-Islamiyya
GRK	Gouvernement régional du Kurdistan, Hikumeti Heremi Kurdistan
HCR	Haut commissariat aux réfugiés
IDH	Indice de développement humain
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
PDK	Parti démocratique du Kurdistan, Partiya Demokrat Kurdistan

PJAK	Partiya Jiyana Azad a Kurdistan, Parti pour une vie libre au Kurdistan
PKK	Partiya Karkeren Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PYD	Partiya Yekitiya Demokrat, Parti de l'union démocratique
RSF	Reporters sans frontières
RUF	Revolutionary United Front, Front révolutionnaire uni
SCPR	Syrian Center for Policy Research
TCK	Tevgera Ciwanen Kurd, Mouvement de la jeunesse kurde
TEV-DEM	Tevgera Kurden Demokrat, Mouvement démocrate kurde
UPK	Union patriotique du Kurdistan, Yekitiya Nistimani Kurdistan
YPG	Yekineyen Parastina Gel, Unité de protection du peuple

Introduction

Une maison dans un village du nord de la Syrie. Invités pour la nuit, nous finissons de dîner, l'ambiance est détendue, des enfants sont présents. Un de nos hôtes sort son téléphone portable et nous montre des vidéos extraordinairement violentes : un homme enterré jusqu'au cou écrasé par une voiture, des exécutions sommaires, des cadavres profanés, une tête arrachée par un fragment de missile tenue à bout de bras. Nous verrons beaucoup d'autres traces d'un traumatisme individuel et collectif d'une ampleur inouïe. Cette impression est confirmée par des données objectives : plus de 300 000 morts depuis 2011, la moitié de la population déplacée, dont 5 à 6 millions en exil, des centaines de milliers de personnes torturées dans les prisons du régime dont plus de 11 000 sont mortes dans des conditions atroces, les attaques au gaz répétées de l'armée syrienne contre les civils, la persécution (enlèvements, confiscations de biens, assassinats) de minorités confessionnelles par des groupes islamistes, des dizaines de journalistes et d'humanitaires enlevés ou tués.

Au-delà de la destruction de la société syrienne, cette crise est aussi un moment pivot de la recomposition du grand Moyen-Orient, du Sahel à l'Afghanistan. Depuis la fin de la guerre froide, les interventions américaines en Irak (1991 et 2003-2011) et en Afghanistan (depuis 2001), l'échec des régimes autoritaires et les révolutions arabes sont la cause – ou le symptôme – d'une instabilité qui touche à des degrés divers, mais de façon simultanée, un nombre impressionnant de pays : Afghanistan, Yémen, Syrie, Irak, Égypte, Liban, Bahreïn, Libye, Somalie, Mali, Nigeria. L'échec à ce jour des Printemps arabes, à l'exception de la Tunisie, conforte la progression de mouvements jihadistes radicaux qui

contestent les frontières héritées de la Première Guerre mondiale. De plus, la compétition régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran aggrave encore les clivages entre sunnites et chiïtes dans un contexte marqué par les politiques discriminatoires des régimes syrien et irakien. L'épuration ethnique, la « milicianisation » de la guerre et les massacres augurent d'un conflit particulièrement long et violent.

Par ailleurs, terrorisme et réfugiés donnent une dimension mondiale à la crise et constituent les ressorts majeurs de l'investissement occidental. Alors que le soutien limité à l'insurrection syrienne avait pour but de réduire les risques d'implication directe, elle a eu pour résultat paradoxal une intervention directe sous forme de bombardements aériens contre l'État islamique.

L'enquête

Ce livre repose sur une enquête de terrain dans la Syrie en guerre, ce qui soulève trois questions. Comment fait-on une recherche dans une situation de conflit armé ? Dans quelle mesure les données sont-elles fiables ? Quel est l'engagement politique et moral des auteurs¹ ?

Notre terrain a consisté à voyager dans les régions hors de contrôle du régime de Damas. Nous y avons mené des entretiens, généralement semi ou non-directifs, individuellement et en groupe, ainsi qu'une observation des pratiques : organisation des lignes de front, fonctionnement des institutions civiles, interactions sociales, vie économique.

En raison de difficultés à utiliser d'autres outils méthodologiques (statistiques, questionnaires), nous avons privilégié une approche par entretiens et observations directes. Nos interlocuteurs n'ont pas été choisis en fonction de critères définis *a priori*, mais en raison de leur position au sein de l'insurrection, par le jeu

1. Des ouvrages d'anthropologie proposent des perspectives sur ces questions, en particulier Carolyn Nordstrom et Antonius C. G. M. Robben, *Fieldwork under Fire*, Oakland, University of California Press, 1996.

des recommandations et au hasard des rencontres¹. Parmi plus de 250 entretiens pris en notes, nous en utilisons 161 dans cet ouvrage. À ce corpus s'ajoutent de nombreuses conversations informelles, qui jouent un rôle déterminant dans le traitement de nos données et le contrôle de nos interprétations². L'analyse *a posteriori* de la liste de nos interlocuteurs montre que le personnel des institutions des zones insurgées et les participants aux premières manifestations pacifiques occupent une place centrale (voir tableau en annexe).

Munis d'une lettre d'un responsable de l'insurrection, nous nous sommes présentés comme chercheurs en science politique de la Sorbonne. Pour protéger nos enquêtes, nous n'avons pas fait d'enregistrements, mais deux d'entre nous effectuaient une prise de note sur carnet pour chaque entretien³. L'accueil a été généralement très ouvert, les plus réticents étant, de façon prévisible, les groupes islamistes radicaux : trois entretiens seulement avec des combattants de la Jabhat al-Nusra, dont deux anciens membres, aucun au sein de l'EIL (al-Dawla al-Islamiyya fil-'Iraq wal-Cham, État islamique en Irak et au Levant)⁴. Enfin, le travail s'est poursuivi avec des réfugiés et des militants syriens en Turquie et en France et, pour Arthur Quesnay, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Égypte. Contrairement à d'autres situations de guerre civile, la parole était libre, les critiques contre les groupes armés pouvaient être exprimées publiquement. La seule exception

1. Pour une méthodologie relativement similaire exposée dans le détail, voir Jeffrey Sluka, « Participant Observation in Violent Social Contexts », *Human Organization* 49 (2), 1990 ; Koen Vlassenroot, « War and Social Research: The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn Environments », *Civilisations* 54, 2006.

2. En particulier l'itération et la triangulation, voir Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La politique du terrain », *Enquête* 1, 1995.

3. Les conditions spécifiques du terrain nous ont obligés à anonymiser nos entretiens.

4. Nous avons utilisé les auto-dénominations « État islamique en Irak », « État islamique en Irak et au Levant » et « État islamique » selon la période (chapitre 9 and 10). Dans la retranscription des entretiens nous avons gardé le terme « Daech », (l'acronyme arabe de l'État islamique), qui comporte une connotation nettement péjorative.

concerne l'État islamique (al-Dawla al-Islamiyya, État islamique, auparavant EIIL) à l'été 2013 à l'intérieur des zones rebelles du Nord, nos interlocuteurs préférant manifester en privé – ou hors de Syrie – leur opposition à un groupe réputé pour sa *maestria* dans l'organisation d'assassinats politiques. Pour compléter notre recherche sur l'État islamique, nous avons conduit avec Maaï Youssef une quarantaine d'entretiens avec des Irakiens ou des Syriens vivant ou ayant vécu sous le califat (Irak du Nord et par Skype).

Notre travail présente plusieurs limites. Nos données ont essentiellement été collectées dans les régions contrôlées par l'insurrection, celles tenues par le mouvement kurde du PKK (Partiya Karkeren Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan) et auprès de Syriens en exil¹. Les informations sur le régime viennent de sources secondaires ; les rares chercheurs ayant pu travailler des deux côtés n'ont rien publié à ce jour. De plus, le terrain en Syrie a été, pour des raisons de sécurité, plus limité dans le temps et dans l'espace qu'initialement prévu. Les conditions ont beaucoup varié d'un séjour à l'autre, mais nous sommes restés pour l'essentiel dans le gouvernorat d'Alep. Le premier terrain, en décembre 2012-janvier 2013, a été physiquement éprouvant en raison du froid et les bombardements de l'armée syrienne installaient une certaine insécurité. Ceci dit, les déplacements en bus, en taxi ou en voiture dans les zones insurgées du nord ne nécessitaient ni escorte, ni planification particulière. Des familles nous ont accueillis ou, faute de mieux, nous avons été hébergés dans les bases des insurgés. Lors du second terrain, en août 2013, il n'a pas été possible de nous déplacer en dehors d'Alep en raison des risques d'enlèvement, qui nous ont conduits à écourter le séjour et à continuer nos entretiens en Turquie². Comme souvent, la

1. Pour des raisons de clarté, nous avons traité l'État islamique à part, le terme « insurrection » renvoie donc à tous les groupes armés combattant le régime de Damas à l'exception de celui-ci.

2. Jeffrey Sluka, « Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast », in Jeffrey Sluka et Antonius Robben (dir.), *Ethnographic Fieldwork: An Anthropological Reader*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2012, p. 283-296. Pour le cas syrien, voir Thierry Boissière

transformation des conditions de recherche est symptomatique de l'évolution politique¹.

Bien qu'incomplet, le terrain était indispensable à plusieurs titres². Tout d'abord, les descriptions disponibles ne correspondent souvent que très partiellement à ce que nous avons pu observer. Par exemple, la formation d'institutions civiles dans le nord de la Syrie a été très largement oubliée dans les médias, les analyses des experts et, plus surprenant, dans les discours des militants syriens hors de Syrie. Il n'y a pas eu, à notre connaissance, de travail universitaire sur cette question. Comme ces structures ont largement disparu ou muté, la deuxième partie du livre a le mérite d'en donner une description sinon exhaustive, du moins raisonnablement systématique³. Ensuite, le terrain a permis non seulement de confronter, mais aussi d'imaginer *in situ* un certain nombre d'hypothèses qui forment la trame de ce livre. Ce type de recherche nécessite donc une certaine réactivité théorique, d'autant qu'il est impossible de planifier les entretiens et, souvent, de revoir nos interlocuteurs⁴. Enfin, ces entretiens

« L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue d'étude des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138, 2015, p. 117-130.

1. Voir Olivier Grojean, « Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration : gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée* 17 (4), 2010, p. 63-76.

2. Trop souvent réduit à une dimension illustrative ou anecdotique, le travail de terrain a un intérêt propre car il contribue à construire un questionnement théorique. Voir Lisa Wedeen, « Reflections on Ethnographic Work in Political Science », *Annual Review of Political Science* 13, 2010, p. 255-272 et Daniel Bizeul, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique* 57 (1), 2007, p. 69-89.

3. Contrairement peut-être à une idée reçue, le délai entre l'enquête et les événements n'est pas nécessairement un gage d'objectivité ou de rigueur, mais multiplie certainement les difficultés méthodologiques.

4. L'espace limité ne permet malheureusement pas de détailler les nombreuses déceptions, échecs et surprises que nous avons rencontrés sur le terrain. Mais il aurait été impossible d'imaginer *a priori* ce qui était faisable et ce qui ne l'était pas. Pour reprendre les termes de Daniel Bizeul, « nous

constituent un matériau très riche, permettant d'explorer la subjectivité des acteurs. En ce sens, les 161 entretiens, dont nous ne pouvons malheureusement restituer que des extraits, représentent des témoignages d'autant plus précieux qu'ils ont été recueillis en situation. Du terrain à l'écriture, ces entretiens ont été indispensables pour construire nos hypothèses et les vérifier¹. Dans l'exposé qui suit, nous avons utilisé ceux-ci pour donner des éléments d'information (description d'une institution, trajectoires personnelles) et pour faire comprendre le point de vue d'un acteur (engagement idéologique, perception subjective d'une situation).

Enfin, conduire des recherches dans la Syrie en guerre civile ne peut laisser indifférent. Le rapport au terrain des chercheurs est particulièrement problématique dans de telles situations en raison de l'intensité émotionnelle des expériences². Certes, la science diffère d'autres formes de connaissance en ce qu'elle ne suppose pas une transformation de soi, mais de tels terrains ont un effet sur ceux qui les pratiquent. Il est impossible – est-ce même souhaitable ? – de ne pas être moralement révolté par les attaques systématiques du régime contre les hôpitaux et les écoles, par la torture visible sur les corps ou par l'exécution d'un prisonnier entrevu quelques heures avant. La prise de distance par rapport à nos propres émotions était d'autant plus nécessaire. De ce point de vue, nos expériences antérieures, le travail à trois et la confron-

avons fait avec les déconvenues», voir Daniel Bizeul, « Faire avec les déconvenues : une enquête en milieu nomade », *Sociétés contemporaines* 33-34, 1999, p. 111-137.

1. Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales : plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix* 9 (35), 1996, p. 226-257.

2. De tels terrains affectent nécessairement le chercheur, notamment lorsqu'il est lui-même membre de la collectivité en guerre, et peut amener une adhésion à un groupe combattant. Voir respectivement Elisabeth Woods, « The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones », *Qualitative Sociology* 29 (3), 2006, p. 373-386 ; Abderrahmane Moussaoui, « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française* 37 (2), 2001, p. 51-59 ; Philippe Bourgois, « La violence en temps de guerre et en temps de paix », *Cultures & Conflits* 47, 2002, Dennis Rodgers, *Making Danger a Calling: Anthropology, Violence and the Dilemmas of Participant Observation*, London, Development Research Centre, 2001.